

OBJET DU MARCHE

**Accord-cadre à bons de commande pour la
réalisation d'analyses d'eaux, d'effluents et
de légionellose sur la base de défense de
Brest-Lorient**

—

Partie ¾ - Analyses de légionnelles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Partie 3/4 du CCTP

Analyses de légionnelles

SOMMAIRE

CHAPITRE 1) DESCRIPTION DE LA PARTIE 3/4 DU CCTP	4
1.1. OBJET.....	4
1.2. DOCUMENTS APPLICABLES	4
1.3. TEXTES DE REFERENCE.....	4
CHAPITRE 2) CADRE GENERAL DES PRESTATIONS	4
2.1. PERIMETRE DES PRESTATIONS	4
2.2. INTERVENTIONS	4
2.3. INTERVENTIONS PONCTUELLES	4
CHAPITRE 3) CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION	5
3.1. PRELEVEMENTS	5
3.2. RENDU DES RAPPORTS D'ANALYSE	5
3.3. ALERTE EN CAS DE DEPASSEMENT.....	6
3.4. ACCREDITATION	6
3.5. QUALIFICATION DU PERSONNEL.....	6
3.6. REUNIONS	6
CHAPITRE 4) FORMALISATION – REMISE DE DOCUMENTS	6

Chapitre 1) DESCRIPTION DE LA PARTIE 3/4 DU CCTP

1.1. OBJET

La présente partie 3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour but de définir les conditions d'exécution de la mission de prélèvements et d'analyses d'échantillons d'eau chaude sanitaire pour la recherche de la bactérie légionella sur les sites de la Base de Défense Brest-Lorient dans les départements du Finistère (29), des Côtes-d'Armor (22) et du Morbihan (56).

La présente mission s'inscrit dans une démarche de maîtrise du risque « légionelle » dans les sites du ministère des armées et comprend la mission de prélèvement d'eau sur différentes installations ainsi que les analyses de recherche de la bactérie légionella

Elle doit pouvoir fournir au maître d'ouvrage ou à l'exploitant les éléments nécessaires permettant de définir la présence ou non de la bactérie légionella dans les circuits d'eau chaude analysés.

1.2. DOCUMENTS APPLICABLES

Le titulaire doit s'assurer que toutes les prestations menées au titre de ce contrat sont conformes aux exigences **de la norme de référence NFT 90-431/A1, « Recherche et dénombrement de Legionella spp et Legionella pneumophila » - « méthode par ensemencement direct et après concentration par filtration sur membrane ou centrifugation ».**

1.3. TEXTES DE REFERENCE

Pour la réalisation de l'étude relative aux analyses le titulaire s'appuiera sur l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.

Chapitre 2) CADRE GENERAL DES PRESTATIONS

2.1. PERIMETRE DES PRESTATIONS

Les activités confiées au titulaire dans le cadre de la prestation, sont le prélèvement et l'analyse d'échantillons d'eau chaude.

2.2. INTERVENTIONS

Les interventions seront prescrites par le représentant du pouvoir adjudicateur sous forme de bon de commande .Un bon de commande peut regrouper plusieurs analyses. Pour les interventions planifiées périodiquement, les différentes commandes seront initialisées au vu du programme d'activités issu du calendrier prévisionnel trimestriel des interventions défini par le titulaire en accord avec le maître d'ouvrage, sur la base des besoins fournis par ce dernier. A chaque nouveau trimestre, ce calendrier sera remis à jour par le titulaire.

Une commande sera émise par le représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des interventions prévues pour chaque organisme par le programme d'activités.

2.3. INTERVENTIONS PONCTUELLES

En cas de nécessité urgente de réalisation de prélèvements et d'analyses bactériologiques, une ou plusieurs commande(s) supplémentaire(s) seront dressées en complément.

Pour les commandes urgentes, le titulaire sera sollicité dans un premier temps sur appel téléphonique pour déterminer les modalités techniques d'intervention. Un bon de commande sera réalisé à l'issue.

Le délai fixé par la personne publique pour une commande urgente ne dépassera pas 24h entre la sollicitation téléphonique et l'intervention pour le prélèvement et analyse.

Chapitre 3) CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le présent chapitre présente les exigences du SID Atlantique en matière de modalités d'exécution de la prestation du maintien en condition.

3.1. PRELEVEMENTS

Le titulaire effectuera le nombre de prélèvements prévus par les différentes commandes. Le titulaire s'attachera à faire les prélèvements sur les différents réseaux d'eau chaude sanitaire au niveau **des points de distribution les plus défavorisés** (Points les plus éloignés du point de production d'eau chaude).

Pour chaque type de point de surveillance mentionné dans la commande, les prélèvements d'eau et mesures de température seront réalisés après un minimum de trois minutes d'écoulement.

Les prélèvements d'eau seront effectués par une personne formée aux techniques de prélèvements et sont réalisés selon les conditions d'échantillonnage prévues par la norme **NFT 90-431/A1**. 3.2- Analyses

Le titulaire fera analyser dans un laboratoire accrédité **COFRAC** ou équivalent l'ensemble des prélèvements d'eau. Les analyses bactériologiques seront conformes à la **norme NFT 90-431/A1**. Les concentrations en *Legionella Spp* et *Legionella Pneumophila* ainsi que les températures seront recherchées.

3.2. RENDU DES RAPPORTS D'ANALYSE

Un rapport d'analyse sera établi pour chaque prélèvement et analyse associée.

Il comportera le lieu, le nom et n°G2D du Bâtiment, le numéro exact du local, la date et les conditions de prélèvements.

La forme et la teneur de ces rapports seront validés lors de la réunion de démarrage de marché, ils devront néanmoins comportés :

- les concentrations en *Legionella Spp* et *Legionella Pneumophila* exprimées en **UFC/L** (Unité Formant Colonies / Litre) ;
- la température en sortie de point de prélèvement ;
- le numéro d'installation, le numéro de local, le G2D du composant, la dénomination du composant (ex : cercle Colbert), le nom de l'exploitant (ex : BAN Landivisiau) ;
- la signature du technicien préleveur, du technicien analyseur et du chargé d'affaire ;
- les dates de prélèvements et interventions et d'émission du rapport.
- Le logo COFRAC

Dès validation des résultats, le rapport d'analyse au format pdf ocrisable sera remis par courriel à une adresse électronique définie par l'administration.

La réception de ce rapport sera conditionnée à l'accusé de réception et de lecture.

3.3. ALERTE EN CAS DE DEPASSEMENT

Le titulaire avertira par courrier électronique (les adresses courriels seront fournies lors de la réunion de démarrage) et par téléphone, dans les 48h qui suivront le prélèvement, le maître d'ouvrage lorsque les premiers résultats d'analyse de la bactérie dans l'eau atteignent les seuils réglementaires ($\geq 1\ 000$ UFC/litre) pouvant provoquer des risques sanitaires ou lorsque les prélèvements sont ininterprétables (dû à la présence de flore interférente ou à une trop forte concentration de colonies).

Concernant ces analyses, il devra communiquer sans délai, chaque nouveau résultat venant confirmer les premiers ou mettre en évidence de nouvelles apparitions de colonies.

3.4. ACCREDITATION

Le titulaire devra justifier d'une accréditation COFRAC ou équivalente pour réaliser les prélèvements ainsi que pour le laboratoire réalisant les analyses.

Elle se devra de fournir un exemplaire à jour lors de la réunion de démarrage, avant tout début de prestation et en cas de renouvellement pendant la durée du marché.

En cas de perte d'accréditation, les dispositions de l'article 16 du CCAP seront appliquées.

3.5. QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le titulaire du marché adressera au SID Atlantique, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, une copie de l'identité, les titres d'habilitation et les pièces justificatives de sa qualité d'expert technique (CV, références, formations, qualifications, habilitations...), la liste des intervenants susceptibles d'assurer les opérations sur site.

Nota : Le titulaire n'emploiera que des personnels qualifiés, aptes médicalement et informés des risques spécifiques encourus lors de l'exécution de ses prestations.

Pendant toute la durée du marché, tout nouveau technicien non désigné dans le mémoire technique du titulaire, devra fournir ses références qui seront examinées par la personne publique, avant d'être autorisé à travailler au profit du présent marché.

3.6. REUNIONS

L'entreprise titulaire se devra d'assister à la réunion de démarrage du marché. Cette réunion fixera les modalités de réalisation des passages sur les différents sites et précisera les modalités de planification d'intervention.

Une fois par an aura lieu une réunion de synthèse où l'entreprise devra exposer les différents résultats au Maître d'Ouvrage. Le but de cette réunion sera de communiquer l'état des réseaux d'ECS.

D'autres réunions pourront avoir lieu sur des sujets spécifiques.

Les réunions auront lieu au sein du SID Atlantique, une salle de réunion comprenant un écran de télévision (pouvant se raccorder à un ordinateur) sera mise à disposition.

Chapitre 4) FORMALISATION – REMISE DE DOCUMENTS

Tous les travaux prescrits dans le cadre du présent marché seront remis au maître d'ouvrage sous la forme suivante :

- Sous forme numérique sur clé USB.
- Un tableau bilan, par commande, sous format informatique accompagné des résultats.

Un document de synthèse inclura une présentation de la campagne de prélèvements ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses sous forme de tableau, classés dans un ordre défini par le maître d'ouvrage.

Le titulaire fournira des fichiers informatiques (sur clé USB) au format **pdf océrisable**. Chaque rapport d'analyse portera le numéro G2D du bâtiment ainsi que le numéro du local inspecté comme nom de fichier afin d'en faciliter sa recherche (ex : le rapport d'analyse sous format informatique du Casernement

XXX sera nommé « 290019520Y0270 ») et sera classé selon un mode opératoire défini par la personne publique et fourni au titulaire lors de la réunion de démarrage.